



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 2038

Texte de la question

CHRÉTIENS D'ORIENT

M. le président. La parole est à M. Claude Goasguen, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Claude Goasguen. Monsieur le président, ma question s'adresse au ministre des affaires étrangères. Elle emportera, je l'espère, l'adhésion de l'ensemble des députés. Elle a trait au grand silence qui règne sur le massacre des chrétiens en Orient. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.*) J'avais déjà posé une question à ce sujet le 1er octobre dernier et force est, hélas, de constater de depuis, notre gouvernement a fait bien peu de choses, l'ensemble des démocraties occidentales non plus. La situation s'est pourtant incontestablement aggravée. En Syrie, hélas, les images que l'on peut voir sur internet montrent les choix dramatiques qui s'imposent aux chrétiens d'Orient, dont je rappelle qu'ils ne sont pas partie prenante au conflit qui oppose sunnites, chiites et alaouites. Alors que les chrétiens sont un facteur de paix au Moyen-Orient, ce sont eux au contraire qui subissent les graves conséquences de la crise et de la guerre. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI ainsi que sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. Yann Galut. Tout à fait.

M. Claude Goasguen. Cette situation est encore aggravée depuis les derniers événements en Irak, où les miliciens de l'État islamique en Irak et au Levant ont commis de premiers massacres à Mossoul. Les églises sont systématiquement détruites, tout ce qui est chrétien est massacré, rançonné, crucifié. La ville de Karakoch, qui est la grande ville chrétienne d'Irak, vient de se vider de tous ses chrétiens, créant des milliers de réfugiés. A même été réinventée la *jaziah*, l'impôt que les États musulmans appliquent sur les chrétiens.

La situation dramatique en Irak ne doit pas faire oublier ce qui se passe au Nigeria, où il en va de même, ni ce qui se passe au Soudan. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.*) Devant le silence des démocraties occidentales, on en vient à se demander ce qu'est devenu l'article de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui prévoit un soutien aux minorités religieuses. (*Mêmes mouvements.*)

Monsieur le ministre, pourra-t-on accepter longtemps qu'une résolution ne soit pas adoptée aux Nations unies, à l'initiative de la France, réaffirmant qu'avec le sort des chrétiens d'Orient se joue le sort même de la liberté et de la tolérance. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI, ainsi que sur quelques bancs des groupes SRC et écologiste.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Vous avez raison, monsieur Goasguen : nous devons tous nous retrouver autour de ces minorités, autour de ces chrétiens d'Orient qui vivent au cœur d'une région tourmentée, où la

violence et l'horreur aujourd'hui l'emportent. Dans un monde trouble, instable, où la communauté internationale a du mal à imposer un nouvel ordre qui serait pourtant indispensable, la voix de la France se fait entendre.

Je veux rappeler combien, depuis plusieurs années, les initiatives ont été fortes sur le sujet de la Syrie.

M. Alain Marsaud. Avec quel succès !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Si on avait écouté la voix de la France et de sa diplomatie, on n'en serait peut-être pas là aujourd'hui...

M. Alain Marsaud. Sûrement pas...

M. Manuel Valls, Premier ministretant la contagion gagne en Syrie.

Alors que je réponds à la question grave et sérieuse de M. Goasguen, il est difficile d'accepter, monsieur Marsaud, que vous choisissiez ce moment pour essayer de m'interrompre. Nous devrions être tous concentrés sur l'essentiel, la défense de ces minorités. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, Écologiste et RRDP. – Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Monsieur Marsaud, sur ce sujet-là au moins, pouvez-vous faire preuve de dignité un instant ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Vives protestations sur les bancs du groupe UMP. – Bruit.*)

M. Alain Marsaud. Inqualifiable !

M. le président. Monsieur Marsaud, calmez-vous et asseyez-vous.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je finis de répondre à M. Goasguen. Le problème posé est en effet celui des chrétiens d'Orient mais, aussi au-delà, celui de l'ensemble des minorités religieuses dans cette région du monde. Le seul moyen de s'en sortir, au-delà de faire entendre la voix de la France et de la communauté internationale, et des initiatives qui peuvent être prises – je ne doute pas que le Président de la République et le ministre des affaires étrangères y travaillent aujourd'hui – est de faire en sorte... (*Interruptions sur les bancs du groupe UMP.*) Je poursuis, mais très honnêtement si, sur des sujets comme celui-là... (*Mêmes mouvements.*)

M. Hervé Mariton. Votre réponse est creuse !

M. Patrick Devedjian. Vous n'avez rien compris.

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie.

M. Manuel Valls, Premier ministre . Si sur un sujet comme celui-là, nous pouvions nous retrouver ! Vous avez gouverné. Aujourd'hui c'est nous qui gouvernons. Nous savons que si la communauté internationale dans son ensemble n'a pas la capacité d'intervenir – regardez ce qui s'est passé en Irak depuis des années –, c'est le sort de toutes les minorités qui est en jeu. Avec ce qui se passe notamment entre sunnites et chiites, avec ce qui se passe après l'avancée de ce groupe terroriste qui prend des otages en Syrie, qui agit de la façon la plus barbare et peut aujourd'hui déstabiliser l'Irak, oui, toute la région peut s'en trouver déstabilisée. Mais ne doutez pas un seul instant de la voix et de l'action de la France. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, Écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Claude Goasguen](#)

Circonscription : Paris (14^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2038

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 juillet 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 juillet 2014](#)